

le pouvoir aux travailleurs

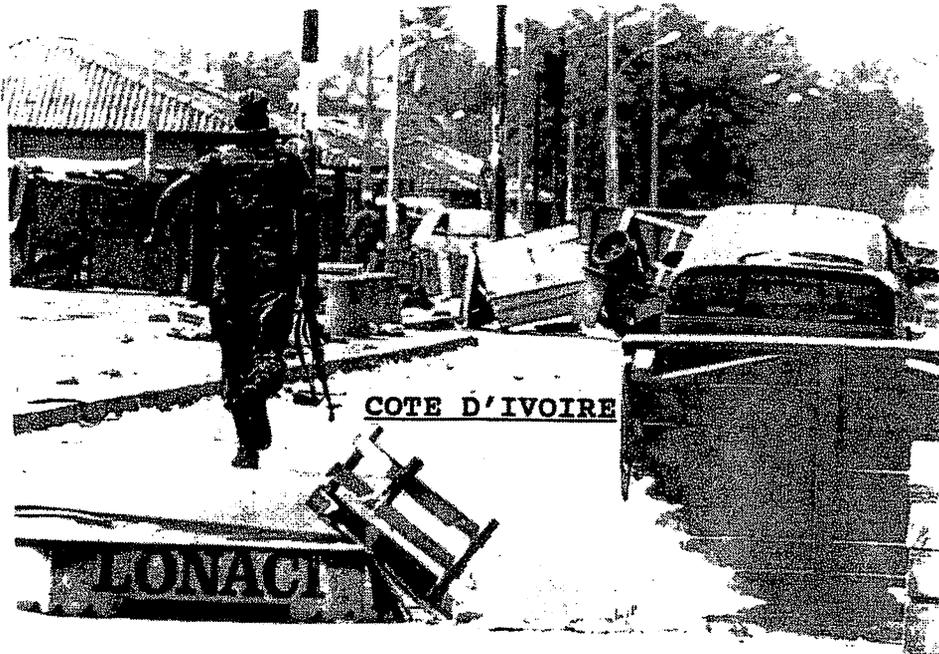
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 05 SEPTEMBRE 2004

N° 311 PRIX 0,60 euro



LEUR GUERRE

N'EST PAS LA NÔTRE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 5
Côte d'Ivoire
conflits fonciers:
Que de scandales sous
la Refondation.

Page 7
Mali : La pollution
industrielle fait des
victimes à Koulikoro
et à ségou.

Page 10
Criquets: Nos gouver-
nants font semblant
de lutter contre

Page 11
Immigration: un
accord entre
Berlusconi et Kdhafi
contre l'immigration

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LEUR GUERRE
N'EST PAS LA NÔTRE**

On entend bien souvent parmi les travailleurs, même parmi ceux qui ne cachent pas qu'ils sont mécontents de leur sort, des réflexions du genre : "Il faut d'abord que la guerre se termine, c'est seulement après que nous pourrions penser à nos revendications ". Certains ajoutent et explicitent : "Tout cela, c'est la faute des autres", entendant par "les autres" , surtout les "Dioula", accusés d'être les seuls responsables de la guerre civile présente et accessoirement les Français qui les manipuleraient. La presse pro-gouvernementale propage et amplifie ce genre de propos. Ceux qui s'intitulent "les patriotes" les formulent dans un verbiage brutal, ethniste et xénophobe.

Mais quelle que soit la formulation, ce genre de propos sert la propagande gouvernementale même lorsqu'elle n'en est pas directement inspirée. Une propagande qui veut faire croire à une "ivoirité" menacée, pêle-mêle, par les Dioulas, les Burkinabés, par Ouattara et par Compaoré, par toute une conspiration impliquant les Français comme certains chefs d'Etat africains, le tout mis dans le même sac. Cette démagogie stupide n'atteint évidemment pas le gouvernement français qui sait que Gbagbo protège les intérêts des grands groupes capitalistes français tout comme ses prédécesseurs et que sa démagogie anti-Français n'est qu'un petit chantage pour quémander un soutien plus important de Paris. Elle doit amuser les chefs d'Etat africains, tout autant friands que Gbagbo de slogans démagogiques destinés à tromper leurs propres peuples. Elle n'atteint qu'indirectement un Ouattara assez riche pour attendre prudemment en France que les épreuves de forces diplomatiques ou militaires lui permettent de poser sa candidature à la Présidence. Mais en revanche, les conséquences empoisonnées de cette démagogie atteignent, et de plus en plus souvent de façon sanglante, les travailleurs, les petits vendeurs ou petits paysans originaires du Burkina ou du Nord du pays. Combien de victimes déjà, combien de familles chassées des villages où elles vivaient et travaillaient depuis longtemps ? Combien de blessés ou de tués dans des

affrontements ethniques ou lors des lynchages perpétrés par des bandes de brutes téléguidés ou, au moins, protégés par le pouvoir ? Combien de femmes et d'hommes qui doivent apprendre à vivre, la peur au ventre, dans leur propre quartier ?

Mais cette démagogie est nuisible à tous les travailleurs, même à ceux qui n'en sont pas les cibles. Elle l'est parce qu'elle sème la méfiance des uns à l'égard des autres parmi les travailleurs eux-mêmes. Elle est nuisible aussi parce qu'elle est destinée à serrer les rangs autour de Gbagbo et le pouvoir FPI, à faire oublier, au nom de "l'intérêt national" voire, de façon plus cachée, au nom de "l'intérêt ethnique", les exigences vitales des classes laborieuses. Rendre responsables de notre pauvreté "les autres" ou même seulement la guerre dont ils seraient les responsables, c'est oublier la responsabilité du pouvoir - celle de Gbagbo comme de ses prédécesseurs - c'est oublier la responsabilité de ceux qui nous exploitent, de ceux qui nous payent des salaires lamentables lorsque nous avons du travail et qui nous privent de travail lorsqu'ils n'ont pas besoin de nous exploiter. Faire croire aux travailleurs, aux pauvres qu'ils ont à craindre de leurs semblables d'une autre ethnie c'est une escroquerie grossière, destinée à détourner leur regard de leurs véritables ennemis : les grands patrons, les gros commerçants, les grands barons de l'Etat qui, tous, vivent sur le dos de ceux qui travaillent.

La guerre elle-même a bon dos. Bien sûr, elle aggrave encore les conditions d'existence des travailleurs, des chômeurs, des petits marchands ou des petits paysans. Elle rend plus douloureux encore les maux de ce pays ou plutôt, de sa population laborieuse. Mais ces maux, la majorité de la population en souffrait bien avant que la rivalité des chefs politiques

autour du pouvoir conduise à la crise et aux affrontements armés.

Les militaires qui se sont insurgés le 19 septembre 2002 sont des crapules sans aucun doute, tout autant que les militaires qui sont restés loyaux à l'égard de Gbagbo. Et les chefs politiques de la rébellion sont aussi corruptibles, aussi méprisants à l'égard de la population que ceux issus de la caste politique traditionnelle. Ils ne s'opposent à ceux qui dirigent l'Etat que pour pouvoir se glisser parmi eux autour de la mangeoire.

Mais à ce qu'on sache, ce n'est pas seulement depuis la guerre que les ouvriers sont mal payés et perpétuellement menacés de chômage. Ce n'est pas depuis la guerre que les villages connaissent une misère effroyable. Ce n'est pas depuis la guerre qu'il n'y a ni assurance maladie, ni retraite, ni la moindre protection sociale pour la majorité de la population. Ce n'est pas depuis la guerre que les services publics sont dans un état lamentable, que les quartiers populaires manquent de tout, de canalisations, d'infrastructures voire d'électricité ou d'eau potable, que l'hygiène publique y est inconnue et que son absence tue aussi sûrement que les bandits qui y sévissent. Ce n'est pas depuis la guerre que des maladies que l'on sait guérir continuent à tuer car on n'a pas de quoi acheter des médicaments. Ce n'est pas depuis la guerre que tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité jusqu'au moindre militaire ou policier rackettent les pauvres.

Et à ce qu'on sache, malgré la guerre, il y a toujours une minorité qui continue à s'enrichir. Certes, des entreprises ont fermé. Mais celles qui continuent à tourner, dans l'industrie, le commerce ou les banques, continuent à rapporter du profit à ceux qui les possèdent. Sans même parler de ceux qui s'enrichissent de la guerre elle-même. Et les barons du FPI, ces

ministres, maires ou chefs politiques qui nous prêchent, au nom de la guerre ou au nom de "l'ivoirité" l'unité derrière le gouvernement, magouillent comme leurs prédécesseurs, spéculent, volent et profitent de leur position pour s'enrichir en spoliant les petites gens.

Alors, même ceux d'entre les travailleurs qui ne reprennent pas à leur compte la démagogie ethniste parce que, bien souvent, ils travaillent côte à côte avec un "dioula" sur le même chantier, dans un même atelier, et pour le même salaire lamentable, ont tort de se dire qu'il faut pour le moment s'en remettre au gouvernement pour terminer la guerre. Ils ont tort de penser qu'après, et seulement après, ils pourraient espérer des salaires moins dérisoires, une protection sociale, une vie meilleure. Car si on fait confiance au gouvernement, qu'il soit purement FPI ou que celui-ci s'allie au PDCI ou au RDR, il n'y aura peut-être pas un "après".

Si les chefs politiques, Gbagbo, Bédié, Ouattara, sont les seuls à préparer l'avenir, quel que soit celui qui sortira vainqueur de leur rivalité triangulaire, cet avenir sera, au mieux, comme sous Houphouët. Les dirigeants rivaux ne s'étripaient certes pas à l'époque, du moins pas en public, l'armée n'était pas scindée en bandes hostiles, et il n'y avait pas une frontière coupant en deux le pays. Mais les classes riches n'ont jamais cessé d'exploiter les travailleurs aussi durement qu'il était possible. La guerre civile est récente, mais pas la guerre sociale ; pas la guerre des riches contre les pauvres, des capitalistes contre les exploités.

Cela risque même d'être pire que sous Houphouët si la démagogie ethniste fait des dégâts parmi les

travailleurs eux-mêmes ; s'il se trouve des travailleurs pour suivre les incitations à la haine répandues d'en haut ou pire, pour prêter leur concours aux brutes qui s'adonnent au lynchage de femmes, d'hommes, de pauvres comme soi, simplement parce qu'ils sont nés au Nord du pays ou au Burkina, simplement parce qu'ils sont habillés autrement. Car alors, à l'oppression que les travailleurs subissent de la part de l'Etat, au poids de l'exploitation, s'ajoutera la haine entre frères de classe qui rendra insupportable la vie commune dans les ateliers, sur les chantiers comme dans les quartiers populaires. Alors, vraiment, il n'y aura pas "après" pour les exploités.

Il ne faut pas laisser cette caste politique, corrompue, égoïste et surtout, servant les intérêts des possédants et des riches, préparer l'avenir. Seuls les travailleurs, conscients de leurs intérêts matériels et politiques, organisés pour les défendre, peuvent fonder un avenir qui ne soit pas fait d'exploitation, d'oppression, de haine ethnique. L'écrasante majorité de la société gagnerait à cet avenir-là. Il peut se préparer même aujourd'hui, malgré la guerre, malgré la résignation qui accable les classes laborieuses. Il faut souhaiter que se lève une génération qui s'atèle à cette préparation, en commençant par propager parmi les travailleurs la conscience qu'ils représentent une force capable de transformer cette société injuste dans un sens favorable à ceux qui la font vivre.

Pour que cette prise de conscience soit possible un jour, pour permettre aux travailleurs d'imposer un jour collectivement leur droit à une vie meilleure, il faut empêcher que se propage cette maladie honteuse qu'est la haine ethnique, car elle détruit la seule chose précieuse à la portée du monde du travail: la solidarité, la fraternité entre exploités.

CONFLITS FONCIERS**QUE DE SCANDALES
SOUS LA REFONDATION**

Pendant ces trois dernières années, les conflits fonciers sur les terrains urbains aussi bien à Abidjan qu' à l'intérieur du pays ne cessent de ressurgir et s'aggravent même. Les derniers en date opposent les villageois d'Anono village au ministère de la construction. Il faut dire que la majorité de ces conflits opposent les villageois au dit ministère. C'est ainsi que ce ministère est accusé de vol, de vente illicite et de trafic d'influence pour gruger les villageois de leur portion de terre.

Pour arriver à ces fins, le ministère use de plusieurs atouts. Pour arracher les terrains déjà lotis et vendus à des individus, le ministère brandit le décret N°96-884 du 25 octobre 1996 qui autorise d'arracher des terrains non mis en valeur au-delà de 5 ans. Ou bien, pour avoir plusieurs lots à partir de trafic d'influence, le ministère propose de viabiliser des quartiers déjà lotis comme le cas du quartier Sagbé à Abobo "derrière les rails" ou le lotissement des terres villageoises comme celui de Djorogobité dans la commune de Cocody où le ministère a perçu un pot de vin de 100 lots sur 7000 lotissements. Toutes les communes d'Abidjan sont touchées par cette magouille, qui donne droit aujourd'hui à des bagarres rangées entre d'un côté les Ebrié, propriétaires des terres du district d'Abidjan et de l'autre côté le ministère de la construction.

L'histoire est tellement

flagrante que dans un quotidien de la place, le directeur du domaine urbain (DDU) du ministère de la construction est passé aux aveux en ces termes : "Bon, c'est nous qui faisons les lotissements, c'est nous qui délivrons les lettres d'attribution. Quand les gens viennent nous voir et que nous faisons leur lotissement, ils me disent, ah ! Ça, vous nous avez aidés. Alors, tenez tant de lots. Je vous donne un exemple tout près. A Djorogobité, quand nous avons fini le lotissement, ils sont venus nous proposer 100 lots sur les 7000. Voyez ! Le ministre est notre patron, donc si nous estimons que dans les 100 lots, nous pouvons lui donner 50, c'est notre affaire ! ... et on trouve que c'est du vol ! ..."

Un aveu de taille de la corruption et des magouilles qui sévissent au sein de ce ministère. Mais où il y a danger pour toute la population pauvre de ce pays et surtout pour la paysannerie pauvre c'est que dans le projet de loi foncière de 98 qui est en vigueur, il y a aussi un autre article qui donne la porte ouverte au pouvoir et aux opérateurs économiques de gruger des villageois après trois ans si ces derniers n'arrivent pas à borner leur terre. Au delà des tristes personnages des ministres et leurs sous-fifres qui s'enrichissent en volant la terre des autres, on voit bien que des lois sont faites pour avantager les puissants et pas pour protéger les faibles.

CÔTE D'IVOIRE**LES DEBOIRES DE LA
FILIERE CAFE-CACAO**

La filière café-cacao est secouée par une crise au sommet. Cela a donné droit à une pseudo-démission d'un des responsables qui a d'ailleurs vite fait de se raviser et retourner à la mangeoire.

En effet, après la libéralisation de la filière café-cacao, imposée par la banque mondiale au milieu des années 90, la Caisse de stabilisation (Caistab) qui avait pour rôle de réguler les prix d'achat auprès des paysans en cas de variation sur le marché international, fut dissoute. En son temps, Bédié avait mis une nouvelle structure appelée la "nouvelle Caistab". Avec le pouvoir FPI, Gbagbo qui voulait en faire une opération de charme envers les paysans, a dissout toutes les structures d'avant pour mettre en place de nouvelles avec une propagande pompeuse sous le thème de : "la filière café-cacao aux paysans". Et comme c'est une affaire de gestion de gros sous, nous avons eu droit à une prolifération de plusieurs organisations créées pour la gestion de la filière.

Le FRC qui est le fond de régulation de café-cacao, devait jouer un rôle comparable

à l'ancienne Caistab auprès des producteurs. A cet effet, le FRC ponctionne entre 10 et 40F sur chaque kilogramme de café ou cacao vendu. Mais depuis les deux dernières années les prix des produits ont commencé à chuter à plus de 41%, passant ainsi de 625 à 325. Et les paysans qui s'attendaient à un retour de l'ascenseur de la part du FRC se voient boudés par l'organisme de régulation.

On voit bien que cette histoire de libéralisation de la filière café-cacao imposée par la banque mondiale n'a profité qu'aux grands producteurs, aux opérateurs économiques du secteur et dans une moindre mesure aux intermédiaires qui dépouillent les paysans. Les organisations dites de régulation issues de la libéralisation remplissent les mêmes fonctions de caisse noire pour le pouvoir en place comme le faisait l'ancienne Caistab.

De toutes les façons, il ne devrait pas en être autrement. Une libéralisation imposée par une institution bourgeoise ne peut qu'être un moyen pour tous ces margoulins de gruger les pauvres comme ça a été toujours le cas dans cette société capitaliste.

**SOLIDARITÉ
AVEC LES INSTITUTEURS!**

Gbagbo a reçu les instituteurs. Il leur a parlé de sa compassion pour eux. Mais ces enseignants, ce n'est pas de la compassion qu'ils ont besoin. Ceux-là même qui sont la base de l'alphabétisation et de l'instruction, vivent avec des salaires de misère dans des

conditions difficiles. La plupart exercent dans des villages reculés, sans eau potable, sans électricité, dans des maisons en délabrement, pour certains, obligés de se séparer de leur famille. Pour ceux qui sont dans les zones urbaines, ils doivent faire face avec leur salaire de

misère aux différents frais de la vie en ville (logements chers, transport, etc.). Gbagbo a reconnu lui-même que les instituteurs n'ont pas été augmentés depuis 20 ans! Or on sait à quel point les prix ont augmenté depuis, ne serait-ce qu'au moment de la dévaluation du franc CFA.

Sous le gouvernement d'Affi N'guessan, les enseignants ont fait plusieurs grèves mais malgré cela, le gouvernement est resté sourd à leur cri de coeur.

Aujourd'hui, Gbagbo vient faire

sa démagogie en faisant semblant de témoigner sa reconnaissance à leur égard. Pleurer sur leur sort comme l'a fait Gbagbo ne lui coûte rien! De toute les manières il n'y a rien à attendre d'un gouvernement au service des bourgeois qui, en méprisant les instituteurs, méprise en même temps la majorité pauvre de ce pays. Pour nombre d'enfants d'ouvriers ou de paysans, l'école élémentaire est la seule forme d'éducation à laquelle ils accèdent. Voilà pourquoi les travailleurs ne peuvent qu'être solidaires des instituteurs!

M A L I

LA POLLUTION INDUSTRIELLE FAIT DES VICTIMES A KOULI- KORO ET A SEGOU

Le 19 juillet dernier les habitants de Koulikoro, la deuxième ville administrative du Mali, située à 60 kilomètres à l'Est de Bamako, ont eu la mauvaise surprise de constater la mort de plusieurs tonnes de poissons flottant sur le fleuve Niger. Il s'agit d'une des conséquences de l'empoisonnement des eaux du fleuve par les rejets toxiques provenant des usines installées dans cette ville. Il s'agit de trois usines: Huicoma (Huilerie cotonnière malienne) qui fabrique du savon, les Grands Moulins (farine) et Omnium qui fabrique des piles. Ces trois usines déversent depuis des années et en toute impunité leurs déchets directement dans le fleuve et contaminent les poissons. Plusieurs habitants ayant consommé du poisson en sont malades et ont été hospitalisés. Une personne est décédée sur dix empoisonnées du côté de Ségo, situé à 170 kilomètres en aval du fleuve après avoir consommé du poisson pêché au fleuve. Il s'agit probablement des conséquences de la même pollution se répandant tout au long du fleuve mais aussi

peut-être effectués par d'autres déversements d'autres usines dont la Compagnie malienne de textile située dans cette ville.

Il est connu de tous et ce depuis longtemps que ces usines polluent énormément aussi bien l'eau, l'air que le sol. Un journaliste présent sur les lieux écrit: " Dès l'entrée de la ville, le premier décor à Koulikoro, c'est la fumée que crachent les usines et recouvre le ciel. L'odeur nauséabonde du soufre empeste la ville. L'usine Huicoma utilise le soufre comme matière première." Un habitant interrogé par le journaliste dit que "ce qui se passe actuellement à Koulikoro est révoltant".

Les autorités chargées de l'environnement sont au courant de ces dégâts mais ont toujours fermé les yeux car elles sont de mèche avec les dirigeants de ces usines polluantes. Mais vu l'ampleur des dégâts et la colère de la population locale, le ministre malien de l'environnement a fait le

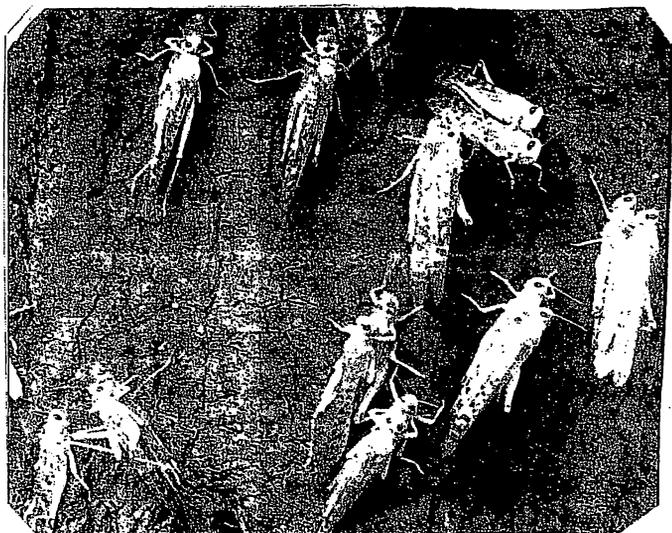
déplacement pour constater les nuisances. Il a qualifié, lui aussi, la situation de "révoltante". Il est ensuite rentré à Bamako sans avoir ni sanctionné les dirigeants de ces entreprises ni pris des mesures pour qu'elles ne se reproduisent plus. Rien d'étonnant car tout le monde sait que les dirigeants de ces entreprises sont proches de ceux du pouvoir. On trouve souvent d'anciens

ministres ou d'anciens hauts fonctionnaires de l'Etat malien propulsés à la tête d'une unité industrielle. Leur souci premier est de faire le maximum de profits en exploitant au maximum les travailleurs dans les usines et au passage en les empoisonnant eux et leurs familles avec la complicité des autorités.

INVASION DE CRIQUETS AU MALI

LES REMÈDES RISQUENT DE CÔÛTER PLUS CHER A LA POPULATION QUE LES DÉGÂTS

Plusieurs régions du Mali sont déjà touchées par l'invasion des criquets pèlerins, allant de Kayes



(frontière du Sénégal), à Kidal (frontière algérienne) jusqu'à Gourma (frontière burkinabé). D'autres régions sont en passe d'être touchées. Mais le Mali n'a pas les moyens d'y faire face. Il faut des pesticides mais aussi des avions pour effectuer des épandages sur une grande superficie. Une catastrophe alimentaire est

envisageable car ces bestiaux vont ravager les champs de culture avant même que les récoltes soient effectuées. Pour faire croire que les autorités font quelque chose le président Toumani Touré a décidé d'écourter les vacances du gouvernement et de dépêcher les ministres sur le terrain. Il est question de mettre sur pieds des brigades villageoises et de mobiliser l'armée pour combattre les criquets. Ce n'est tout au plus qu'un coup d'épais dans l'eau car ce n'est pas avec des fusils et des bâtons qu'on peut combattre ces insectes qui mangent toutes les plantes à leur passage. Et tout le monde sait que les militaires ainsi que les forces de sécurité sont plus aptes à rançonner les petites gens et sont autrement plus voraces que les criquets.

Mais ce qui est plus grave encore c'est qu'il semblerait que les autorités maliennes aient décidé d'utiliser les vieux stocks de pesticides déjà périmés depuis longtemps. 300 tonnes de ces produits dangereux, dit-on, sont entreposés dans certaines localités des régions de Tombouctou, Gao et

Kidal. Ils auraient dû être détruits depuis longtemps mais le Mali n'ayant pas les moyens adéquats pour les détruire. Certains des fûts contenant ces produits sont déjà éventrés et laissent couler le liquide sur le sol, exposant ainsi les habitants à une contamination chimique. A défaut de pouvoir les détruire les autorités auraient

envisagé de les utiliser pour les disperser dans toutes les zones infestées par les criquets, ce qui ne fera qu'aggraver les conséquences sur l'ensemble des populations sur une surface plus vaste. Si ces faits sont avérés ils risquent de faire encore plus de dégâts, et à plus long terme, que l'invasion de sauterelles.

SENEGAL

QUAND ABDOULAYE WADE SE PROCLAME DÉFENSEUR DES TIRAILLEURS

Profitant des cérémonies de commémoration du débarquement des troupes alliées en Provence qui se



Août 1944: Tirailleurs africains à bord d'un bateau (en Provence)

sont déroulées le 15 août dernier, le président sénégalais a décidé que son pays allait aussi célébrer la mémoire des tirailleurs africains à la date du 23 août. La place de la gare à Dakar a été baptisée "place des tirailleurs". Plusieurs chefs d'Etats africains ainsi qu'un représentant de la France ont été conviés à cette cérémonie. Pour la première fois un hommage officiel a été rendu au cimetière de Thiaroye en la mémoire des tirailleurs massacrés au camp de Thiaroye le 1^{er} décembre 1944 par l'armée française pour avoir osé réclamer le paiement

de leur solde. Ces soldats africains "démobilisés" revenaient du front et étaient cantonnés dans la caserne de Thiaroye avant de rejoindre leur pays et leurs villages respectifs. Mais ils n'avaient pas touché leur pension. Ils ont été réprimés dans le sang. Il y eut 24 morts et des dizaines de blessés. Présent lors de cette cérémonie, le représentant de Chirac s'est senti obligé de déclarer hypocritement que ce massacre était "choquant" et estimé que ceux qui l'avaient commandité "ont sali l'image de la France". Ce qui n'a pas empêché les dirigeants français de faire la sourde oreille jusqu'à ce jour sur les revendications des anciens combattants africains réclamant que leur soit versée la même pension que les soldats français.

Depuis une loi votée à la fin de l'année 1959, la pension versée aux soldats africains n'était plus la même que celle versée aux français. Et au fil des ans elle était réduite à la portion congrue. Une fois qu'ils ont servi de chair à canon lors des deux guerres mondiales mais aussi de troupes de répression contre les populations qui, dans les colonies françaises en Asie comme en Afrique, luttèrent pour leur indépendance, ils ont été oubliés. Du coup le président sénégalais a saisi l'occasion de cette cérémonie pour faire de la démagogie bon marché. "Pendant long-

temps, a-t-il déclaré, les dirigeants de nos pays n'ont pas joué leur rôle dans cette affaire et ils ont laissé Paris décider. La France traîne les pieds et n'a manifestement pas envie de régler intégralement ce qu'elle doit...". Il a dit qu'il veut montrer l'exemple en créant un fond spécial destiné aux anciens combattants " en fonction des possibilités

financières du pays". Il avait dit la même chose à propos des victimes du naufrage du bateau "Joola" mais jusqu'aujourd'hui, la grande majorité des victimes attendent toujours les versements. Wade a coutume de ce genre de discours et de faire des fausses promesses. Mais comme on dit: "les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent".

CRIQUETS

NOS GOUVERNANTS FONT SEMBLANT DE LUTTER CONTRE

Le désastre que l'on craignait s'abat déjà sur les pays du Sahel : les criquets pèlerins qui avaient essaimé en Afrique du Nord (Algérie, Maroc notamment) ont quitté ces pays pour s'abattre sur la Mauritanie. Ils sont partout : dans les champs, sur les feuilles d'arbres, sur les toits de chaume; dans la capitale Nouakchott, ils envahissent même les rues goudronnées. Certains pays limitrophes comme le Sénégal et le Mali sont déjà envahis.

Selon des échos recueillis ici dans l'immigration, au Sénégal, c'est maintenant seulement que l'on s'organise pour faire face aux insectes alors que leur arrivée était annoncé depuis bien longtemps par les experts et les scientifiques. Ainsi, dans les campagnes, chaque paysan doit verser au chef du village de l'argent soi-disant pour le gas-oil. Celui-ci, une fois l'argent collecté, le remettra au Préfet qui à son tour l'enverra aux autorités de Dakar. Mais l'expérience montre que cette somme ne parviendra pas à destination, dans son intégralité. Au passage une bonne partie sera détournée pour se retrouver dans les poches de nos responsables. Peut-être même qu'on en verra pas la couleur car aucun projet ne sera réalisé avec cet argent des paysans.

En 1987-1988, les criquets

avaient envahi le Sénégal. Les autorités, à l'époque avaient reçu des organisations internationales dont la FAO une importante somme d'argent pour lutter contre ce fléau. On ne sait pas où est passé l'argent, et les criquets avaient sévi.

Au Mali où les moyens manquent cruellement (tout comme au Sénégal), un pays voisin lui a prêté un hélicoptère pour batailler contre les criquets. Des 4x4, au sol, font le même travail. Ce sont des moyens dérisoires pour lutter contre des millions voire des milliards de criquets. Un seul pays du Sahel, pauvre de surcroît, ne peut vaincre tout seul. Les pays riches disposent des moyens capables d'enrayer ces invasions. Mais là où il n'y a pas de profit à en tirer, cela n'intéresse pas leurs dirigeants. Tout au plus ils feront un petit geste paternaliste pour faire croire qu'ils ne sont pas indifférents face à ce fléau qui ravage une partie de l'Afrique.

Le 30 août s'est tenu à Dakar un sommet réunissant 16 pays du Sahel (dont 9 sont membres de l'Organisation Commune de Lutte Anti-acridienne et de Lutte Anti-aviaire -OCLALAV) pour se pencher sur le problème. Cette organisation créée pendant la colonisation, n'est aujourd'hui que l'ombre d'elle-même. C'est une coquille vide. Chaque pays, devenu indépendant, s'est

recroquevillé sur lui-même, plus soucieux de rançonner les habitants qui traversent les frontières que de combattre les criquets migrants qui, eux, n'ont que faire des frontières artificielles. A cette réunion de Dakar les dirigeants ont, parait-il, planché sur les voies et moyens qu'il faut mettre en oeuvre, réunir les aides pour partir en guerre contre les criquets. Il est bien vrai qu'il faut s'unir, réunir les moyens pour lutter, ensemble. Mais il fallait s'y prendre à temps

d'autant plus que c'est depuis un an au moins que les experts ont tiré la sonnette d'alarme.

La situation est d'ores et déjà dramatique dans les pays touchés par l'invasion acridienne. Si une action de grande envergure contre le fléau n'est pas prise immédiatement, dans deux à trois semaines, les oeufs détectés dans plusieurs foyers vont éclore. Et la famine risque de sévir car, selon les experts, les criquets risquent d'envahir d'autres zones vierges, il sera déjà trop tard.

D A K A R

LES POLITICIENS BAVARDENT LES CRIQUETS ATTAQUENT

Le 30 août dernier, à Dakar, pendant que les ministres de l'Agriculture des 10 pays africains palabrent sur l'élaboration d'une stratégie de lutte commune et efficace contre les criquets, des essaims ont atterri dans la banlieue de cette ville : Grand-Yoff, Pikine et Guédiawaye, presque sous leurs yeux. Ils ont continué à discourir.

Mais les criquets, eux, n'ont pas perdu du temps; ils ont commencé à dévorer tout ce qui est à leur portée : les feuilles d'oseille, le gombo... Avec des moyens du bord, les paysans tentent de sauver ce qui peut l'être. Munis de branches d'arbre, ils essaient de faire partir les ces criquets ravageurs. En vain.

IMMIGRATION

UN ACCORD ENTRE BERLUSCONI ET KADHAFI CONTRE L'IMMIGRATION

Un accord entre Berlusconi, dirigeant de l'Etat italien, et Kadhafi celui de la Libye devrait se conclure pour la construction d'un camp de rétention en vue de stopper l'immigration clandestine vers l'Europe. Le projet consiste en gros à créer un contingent composé de policiers italiens et libyens qui patrouilleraient dans les zones maritimes, aériens et terrestres entre les deux pays. Il s'agit donc d'arrêter les immigrés africains qui entrent en Libye pour s'acheminer vers l'Europe en traversant la Méditerranée, et de les emprisonner dans des camps de rétention avant de

renvoyer chez eux. L'Etat italien s'engagerait à participer à la formation des policiers libyens, à la construction des camps et au rapatriement des clandestins africains arrivés en Libye vers leurs pays d'origine. En fait c'est une véritable opération policière contre l'immigration qui est entrain de se conclure.

En effet la Libye est un pays qui est devenu une zone de transit. Depuis quelques années, pour des dizaines de milliers d'immigrés clandestins d'Afrique, c'est un passage des différents pays

d'Afrique sahélienne vers l'Europe en traversant le Sahara. C'est ainsi



Berlusconi et Kadhafi

que près de deux millions de travailleurs africains clandestins attendent en Libye l'occasion de trouver un moyen souvent très cher et dangereux pour traverser la mer vers l'Europe. Au début du mois d'août il y a eu vingt-six morts selon la police italienne. En sept ans environ 300 clandestins ont péri en mer en tentant de gagner l'Italie. Ce sont des centaines de travailleurs qui sont victimes de cette situation.

Cet accord entre l'Italie et la Libye contre l'immigration est en fait un premier pas des Etats européens contre l'immigration. En effet les autorités italiennes et allemandes sont en train de mettre au point un projet pour le 25 octobre prochain du même acabit pour proposer aux Etats de l'Union européenne de financer la construction des camps de rétention en Libye et dans d'autres pays d'Afrique du Nord qui servent de lieux de passage comme l'Algérie et le Maroc. Et à partir de ces camps-là rapatrier les clandestins africains vers leurs pays d'origine.

En fait ce que cherchent les dirigeants européens c'est transformer les pays du Maghreb comme des gendarmes contre l'immigration clandestine. Ils veulent créer dans ces pays des camps de refoulement. Peu importe la manière dont les autorités de ces pays remplissent leur rôle de gendarme. Ce qu'elles veulent c'est ne pas se salir les mains.

C'est sûr que, par exemple en France, dans les camps de rétention, la situation des clandestins qui y sont emprisonnés est révoltante. Des organisations humanitaires comme la CIMADE ont la possibilité d'entrer comme observateur pour défendre les droits des populations des camps de rétention. Le 6 juillet dernier la CIMADE a dénoncé auprès des pouvoirs publics la dégradation de la vie des clandestins dans ces camps. Evidemment ces choses-là ne sont pas pour plaire à l'Etat français. Il serait bien content que telles choses révoltantes se passent ailleurs qu'en France ou loin de l'Europe. Comme cela les dirigeants des pays d'Europe s'en lavent les mains. Ce sera loin des regards indiscrets.

Toute cette situation est due au système capitaliste qui domine le monde. Les dirigeants des pays riches ont transformé les pays du Tiers-monde en une vaste zone de misère, où les peuples qui y vivent veulent s'en échapper pour aller travailler ailleurs, en l'occurrence dans les pays riches d'Europe et d'Amérique quel que soit le prix qu'il faut payer pour y parvenir. Des populations de plus en plus nombreuses fuient la misère.

En fin de compte c'est le capitalisme qui est responsable de cette situation et tant qu'on n'y mettra pas fin les conditions d'existence des pays pauvres ne feront que s'empirer.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.